

Intervention de Marie-Hélène Bacqué – Congrès de la Fédération des centres sociaux – Lyon – juin 2013

Pouvoir d'agir

Merci de m'avoir invité à participer à vos travaux qui m'intéressent à deux titres

- . comme universitaire travaillant sur les questions de la participation et de l'empowerment, en particulier dans les quartiers populaires français et nord-américains
- . parce que j'ai été chargée par le ministre François Lamy, d'une mission sur la participation dans les quartiers populaires en collaboration avec Mohamed Mechmache, président de l'association AC le feu

et les centres sociaux jouent un rôle important dans ces quartiers

Les organisateurs m'ont demandé de revenir sur la notion de pouvoir d'agir. Je vais donc essayer de le faire dans le temps imparti et je vais essayer de dégager quelques grands enjeux de sa mobilisation

Je voudrais préciser que dans mes travaux, j'utilise la notion d'*empowerment* plutôt que celle de pouvoir d'agir. Elle présente l'inconvénient de ne pas être traduisible en français Elle a par contre comme avantage d'indiquer un processus, celui de l'acquisition de ce pouvoir d'agir. *Empowerment* et pouvoir d'agir ont en commun de parler de pouvoir, un terme qui apparaît peu en France dans les écrits sur le travail social et même sur la participation.

Il y a eu beaucoup de discussions dans les sciences politiques, notamment dans les années 1970 autour de cette notion de pouvoir qui est le plus souvent abordée comme un **pouvoir sur**, c'est à dire comme capacité de décider, d'exercer une action sur d'autres, en particulier quand cette action se fait au détriment de leur intérêt. Et c'est le plus souvent ainsi qu'est comprise la notion de pouvoir dans le sens commun

Mais les travaux des féministes en particulier ce que l'on a appelé la deuxième vague du féminisme aux Etats-Unis qui se sont penchés sur la domination masculine et les travaux de Michel Foucault qui montrent que le pouvoir est relationnel, qu'il prend des formes diverses dans les rapports sociaux et qu'il traverse toutes les interactions sociales, ont permis de distinguer d'autres formes de pouvoir que **le pouvoir sur : le pouvoir de et le pouvoir avec**

En particulier **le pouvoir de** repose sur l'idée, par exemple pour les féministes, que les femmes ne sont pas seulement dominées, qu'elles sont des acteurs, en capacité de faire Il s'agit de sortir d'une vision victimisante qui est les enferme, raisonnement qui peut être prolongé pour tout groupe dominé ou marginalisé.

Le **pouvoir de** est une forme de pouvoir génératif, il désigne la capacité de promouvoir des changements, de faire. Le pouvoir est compris ici comme une énergie, une compétence. Et le **Pouvoir avec** c'est la possibilité de faire avec, de construire avec, de s'inscrire dans une démarche collective de prise en main de son avenir et de transformation sociale, le pouvoir se construisant précisément dans cet avec.

Cette distinction entre ces trois formes de pouvoir- le pouvoir sur, le pouvoir de, le pouvoir avec- permet de rendre une voix et du pouvoir aux « sans voix » et de dégager des stratégies de transformation sociale ou ces sans voix aient une place centrale, précisément parce que leur expérience de la domination ou de la marginalité les rend les

plus à même d'en comprendre les processus et les effets. Elle me semble donc ouvrir des perspectives fructueuses sur les démarches et dynamiques et de transformation sociale. Et dès lors, parler de **contre-pouvoir**, ce n'est plus seulement parler d'un pouvoir qui s'oppose à mais d'une capacité critique et créative, construite à partir de l'expérience des individus et de leur mobilisation collective. On pourrait d'ailleurs aussi utiliser le terme d'**émancipation**, dans son sens étymologique, c'est à dire sortir de la main qui vous tient.

Cette notion de **pouvoir d'agir** a été mobilisée dans les approches de travail social communautaire et dans de certaines expériences de développement. En France, elle est mobilisée dans différentes démarches comme celle d'ATD Quart Monde, des universités populaires de parents ou de *community organizing* qui seront présentées plus tard.

Mais je voudrais aussi insister **sur les trois échelles interactives** de ce processus d'acquisition d'un pouvoir d'agir : individuelle, collective et politique

Le pouvoir d'agir Individuel consiste à prendre sa vie en main : renvoie à construction du sujet, à la construction des individus. Cette dimension est d'autant plus importante que les dominés ont souvent internalisé leur situation de dominés. La démarche consiste à sortir du stigmata. Elle passe une prise de conscience qui permet de développer une « subjectivité de résistance ». C'est ce que Paolo Freire appelle la **conscientisation** qui passe pour lui par l'accès au savoir, ce que les féministes américaines appellent la **conscience critique**, c'est à dire la compréhension des conditions structurelles de la domination dans lesquelles se trouve pris l'individu et la prise de conscience des rapports de pouvoir. Cette conscience critique a bien sûr des ressorts **collectifs** ; elle s'appuie sur des solidarités et des identités collectives. Elle débouche et s'appuie sur un **pouvoir d'agir Politique** dans le sens il s'inscrit dans une perspective de changement.

Ainsi le pouvoir d'agir articule une dynamique individuelle d'estime de soi et de développement de ses compétences avec un engagement collectif et une action sociale transformative.

J'insiste sur ces trois dimensions parce que la diffusion de la notion de pouvoir d'agir ou d'*empowerment* dans l'intervention sociale et dans les politiques publiques s'est souvent accompagnée de l'affaiblissement, voire de l'abandon, des dimensions collective et politique au profit de démarches uniquement centrées sur le pouvoir d'agir individuel, c'est à dire de fait des démarches de responsabilisation individuelle voire thérapeutiques.

Pour conclure quelles questions pose l'intégration de la notion de pouvoir d'agir dans l'intervention sociale ?

(1) une responsable communautaire que j'interrogeais à Boston m'a dit un jour :
« Le pouvoir ne se donne pas, il se prend »

Elle exprimait une **contradiction forte** pour les professionnels ou les organisateurs communautaires ou associatifs. Comment faire que les individus et les groupes construisent un pouvoir individuel et collectif dans une démarche non descendante ? Quel est alors le rôle des professionnels ? des organisateurs, des accompagnateurs, des facilitateurs ?

(2) Cela conduit à interroger la question du pouvoir dans toutes les interactions:

La prise en compte des relations de pouvoir dans l'intervention sociale au sens large représente une tension inhérente. Elle a été bien analysée dans le suivi individuel où les « usagers » se retrouvent on le sait dans des relations très inégalitaires. Mais les démarches d'action sociale collective ou communautaire ne sont pas indemnes d'enjeux de pouvoir, souvent cependant peu pris en compte .

Dans un centre social qui décide, comment, qui s'exprime, qui est entendu comment se développent les projets ?

Pour conclure en deux mots, prendre en compte le pouvoir d'agir appelle à refonder les approches de l'action sociale, à les repenser fondamentalement, à sortir des routines. C'est un chemin très riche et en même temps compliqué car il appelle à une vigilance permanente pour éviter l'institutionnalisation, la confiscation du pouvoir même au nom d'objectifs généreux, l'existence et la reconnaissance permanente de contre-pouvoirs.